

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

UN VIRAGE "SOCIAL" ?

QUEL VIRAGE "SOCIAL" ?

En vue des élections européennes, Macron et son gouvernement prendraient, paraît-il, un virage « à gauche » pour lâcher quelques miettes aux prolétaires. Mais à y regarder de plus près, c'est juste le rouleau compresseur des réformes anti-populaires qui continue.

Le « Plan hôpital » ? la fameuse enveloppe budgétaire promise couvre à peine le déficit d'un hôpital comme celui de Nancy. Pour le reste, on poursuit les mesures d'économie au détriment des patients et des travailleuses et travailleurs de la Santé.

Le « Plan pauvreté » ? Il s'agit à terme de pousser les mères célibataires ou les chômeurs à accepter n'importe quel boulot sous prétexte qu'en échange ils et elles sont aidés. Sinon, il y a la réforme en cours du Bac professionnel qui accompagne la déqualification du travail ouvrier. Et à venir, les réformes de la formation professionnelle, des retraites, de l'assurance chômage... avec pour objectif, à chaque fois, de nous faire travailler plus longtemps et plus durement au service du Capital. Ça n'est pas un virage « social », c'est la politique du coup de pied aux fesses qui se poursuit.

Macron prétendait changer la manière de faire de la politique, mais on voit bien que ce système politique bourgeois n'est pas plus démocratique aujourd'hui qu'hier. Pour preuve l'affaire Benalla, ou comment des hommes de main du président, comme au temps de De Gaulle, jouissent d'une impunité, tout comme ceux qui les ont couvert. Pour preuve également la démission de Hulot, victime du lobby sur-puissant des monopoles capitalistes de l'électro-nucléaire qui ont un pouvoir direct d'influence sur les décisions politiques, alors même que nous ne voulons plus des politiques de destruction de notre environnement. Macron lui-même ne peut s'empêcher de nous cracher son mépris à la face lorsqu'il croise un jeune horticulteur au chômage ou des retraités...

Et nous, qu'est-ce qu'on fait ? La défaite des cheminotes et cheminots au printemps a bien amoché le moral de ceux qui veulent lutter. On ne va pas se le cacher, c'est une victoire importante pour la bourgeoisie, qui a pu venir à bout d'un secteur avec une frange ouvrière et prolétaire qui traditionnellement fait partie du noyau dur de la résistance. Évidemment, il ne faut pas compter sur les appareils syndicaux. Mais si on regarde bien autour de nous, on voit qu'il existe des petits groupes combatifs qui ouvrent un chemin intéressant, du côté des syndicats comme dans la sous-traitance hôtelière, de la lutte contre les crimes policiers, des luttes contre les grands projets inutiles massacrant la Nature qui se poursuivent...

Un peu partout, des camarades veulent non seulement lutter radicalement contre l'exploitation et l'oppression, mais également discuter, réfléchir ensemble à la manière dont on s'organise et dans quel but. C'est le chemin à prendre.

Kanaky :

QUELS ENJEUX DERRIÈRE LE RÉFÉRENDUM ?

La Kanaky¹ fut découverte par les anglais à la fin du 18ème siècle puis conquise par les français en 1853 et colonisée durant le 19ème siècle. Depuis le début de la colonisation, le peuple kanak² résiste et lutte pour sa libération. Deux épisodes ont marqué les mémoires des Kanak : la Révolte d'Ataï en 1878 et la Révolte de 1917. Au-delà de ces deux moments, le peuple kanak a su construire de véritables résistances pour libérer son pays.

Le 4 novembre 2018, se déroulera en Kanaky un référendum d'indépendance.

Ce référendum fait suite aux accords de Matignon de 1988 puis des accords d'Ouvéa de 1998.

Ces accords ont été signés pour mettre fin à plus de dix ans de luttes indépendantistes dans les années 80. Durant cette décennie, le mouvement indépendantiste était fort et offensif. Nous retiendrons, entre autres événements, la campagne de boycott des élections de 1984 mais aussi l'épisode de la prise d'otage de gendarmes dans la grotte d'Ouvéa en avril et mai 1988 ; épisode qui se solda par un carnage de la part des gendarmes.

Alors, que penser de ce référendum ?

Tout d'abord, une question se pose : qui peut voter à celui-ci ?

L'État français a instauré un corps électoral spécial, c'est à dire des critères spécifiques pour pouvoir voter (être installé en Kanaky depuis un certain temps par exemple). Ce corps électoral spécial pose déjà des problèmes : nombreux sont les Kanak éligibles mais non-inscrits, inscriptions frauduleuses dans les municipalités loyalistes...

Mais au-delà des insuffisances des listes électorales, est-ce justifié que les caldoches³ puissent tous voter ?

1 Nom de la Nouvelle-Calédonie donné par les indépendantistes dans les années 70. Ce nom dérive du mot polynésien « Kanaka » imposé par les colonisateurs anglais dans le Pacifique.

2 Le mouvement indépendantiste a repris, dans les années 70, le stigmatisme « canaque » apporté par la colonisation dans son orthographe première « kanak ». En 1985, il a été décidé d'écrire « les Kanak » ou, comme adjectif, « kanak », sans accord.

3 Population blanche originaire d'Europe et ayant immigré en Kanaky.

Sachant que nombres d'entre eux ont fait partie des vagues d'immigration mises en place par la métropole pour contrebalancer la population kanak.

Peut-on espérer une indépendance avec un référendum ?

Bien entendu, le « Oui » pourrait théoriquement l'emporter. Mais si cela était le cas, quelle indépendance cela apporterait ? Pour y répondre nous avons l'expérience des indépendances des colonies françaises en Afrique subsaharienne : une indépendance sur le papier, une dépendance à la métropole impérialiste dans les faits ! La Kanaky est stratégique pour la France : c'est une source de matières premières (principalement du nickel) mais l'occupation de cet archipel lui permet aussi de détenir une zone maritime et une présence dans cette région. On voit donc mal l'impérialisme français lâcher sa main mise !

Une réelle indépendance ne se gagnera que par la lutte contre la puissance coloniale, c'est à dire la France. Cette lutte devra être dirigée par une organisation ou un parti révolutionnaire afin d'assurer la victoire au peuple kanak et non pas une indépendance fantôme. Assurer une victoire anti-colonialiste et construire le chemin vers l'émancipation sociale du peuple kanak. Force est de constater qu'une telle organisation n'existe pas encore en Kanaky. Pourtant, un souffle de révolte gronde dans la jeunesse kanak. Espérons que celui-ci se transformera en un mouvement capable d'arracher la victoire, au delà des enjeux institutionnels.

Ici, en France, soutenir les luttes des peuples colonisés fait partie de nos tâches de révolutionnaires. La lutte anti-colonialiste là-bas renforce la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste ici. C'est donc dans l'intérêt des prolétaires en France de soutenir l'autodétermination réelle du peuple kanak.

Le référendum, ce n'est pas l'indépendance ; c'est le renforcement de la domination coloniale. Retrait des troupes militaires et des intérêts économiques français !

Réparation du pillage économique !

Droit à l'autodétermination sans condition du peuple kanak !

Pour agir pour la planète et l'humanité, **AGISSONS CONTRE LE CAPITALISME !**

Le refus de l'interdiction du glyphosate, ça fait peur. Comme le réchauffement climatique. On se demande dans quel monde nous allons vivre avec nos enfants.

De tous les côtés, on voit que ça se dégrade :

- **La malbouffe**, avec les pesticides bien sûr, le bœuf aux hormones, la viande pourrie aux antibiotiques, les OGM interdites qui pointent quand même leur nez. On a peur, et beaucoup d'entre nous font maintenant des efforts vers le bio, au moins pour préserver nos enfants, même si on doit se serrer encore un peu plus la ceinture parce que c'est plus cher.
- **La chimie envahit toute la vie**, avec des molécules de plus en plus toxiques et incontrôlables. Rejets industriels à Fos sur Mer, dans le bassin de Lacq, boues rouges à Gardanne, épandages agricoles, molécules bizarres dans la pharmacie, les plastiques (phtalates) ou les produits du bâtiment (peintures), les monopoles capitalistes inventent chaque jour de nouveaux produits pompés à profit, hors de tout contrôle, sans se préoccuper vraiment de notre santé ni de l'avenir de la planète. La FNSEA, Sanofi, Monsanto et tous les autres, travaillent main dans la main avec le gouvernement pour préserver les profits et tant pis pour notre peau. On a déjà connu ça dans le passé avec l'amiante, dont les morts continuent à s'accumuler, ou avec le chlordécone ce pesticide utilisé aux Antilles dans la culture de la banane, interdit depuis longtemps et qui va continuer de provoquer le cancer de la prostate pendant des centaines d'années !
- **Le réchauffement climatique**, on commence à en voir les effets. La guerre de l'eau commence, avec les réservoirs géants pour l'agriculture, la privatisation des barrages pour l'énergie, les guerres entre pays pour le contrôle des fleuves... La pollution de l'air devient de plus en plus insupportable, avec l'asthme et tout ce qui en découle. Les déchets du nucléaire s'empilent pour des millénaires.

Les écolos nous disent qu'on peut faire autrement. Le gouvernement dit qu'il fait ce qu'il peut et qu'il faut du temps pour changer. Même un sacré réformiste comme Nicolas Hulot a été obligé de démissionner !

Car le fond de l'affaire, c'est que la catastrophe annoncée, c'est le capitalisme qui la provoque.

Ce « système » où l'économie de concurrence, de guerre économique mondialisée et le profit sont

les moteurs de fonctionnement. Où donc les besoins véritables des populations (et avant tout des travailleurs) n'ont pas d'intérêt, où la survie de la nature n'est pas en question – quand on aura fini de tout détruire sur notre planète, on ira pourrir l'Antarctique ou Mars !!!

« Changer le système, pas détruire la planète » entendait-on lors des manifestations spontanées de début septembre pour le climat. Il ne faut pas que ça reste un vœu pieux, qu'on en reste aux petites actions locales, certes nécessaires, mais qui ne touchent pas à la racine du problème.

Il faut en finir avec le capitalisme, il faut une révolution, écologique et sociale, pour en finir avec le profit, avec l'exploitation, avec le gaspillage et l'inutilité. Il faut remettre les besoins des travailleurs au premier plan, qu'il s'agisse du travail, de la vie familiale ou de l'environnement.

Alors, il faut s'organiser, et au premier chef les ouvriers, les travailleurs, trop absents de ce combat. Ce ne sont pas les axes de lutte qui manquent :

Dans les écoles, les entreprises, les hôpitaux, les maisons de retraite, exiger que toute la restauration collective passe au bio, et sans augmentation des tarifs !

S'organiser en associations de voisinage, riverains et travailleurs des entreprises concernées, contre les rejets de toxiques chimiques des usines polluantes. Il faut construire le rapport de forces, exiger des comptes, des enquêtes et des protections. Tous unis contre les toxiques chimiques !

Le capitalisme c'est la catastrophe ! Alors il faut s'organiser, faire de la politique, préparer le renversement de ce système qui détruit l'homme et la nature, il faut préparer une vraie révolution, il n'y a pas d'autre issue !

10 ans après la crise,

UNE NOUVELLE CATASTROPHE EN VUE

2008 fut l'année de la première crise financière et bancaire mondiale du 21ème siècle ; nous pouvons vous assurer qu'il y en aura encore beaucoup d'autres. Déjà, les économistes, même les plus libéraux, s'inquiètent de l'amoncellement de dettes publiques et privées, aux USA, en Chine et ailleurs. L'endettement mondial a progressé de 70% par rapport à 2007 ! Aucun de ces économistes ne se pose la question de comment éviter cette crise à venir, mais seulement de comment l'atténuer. En effet, les crises économiques régulières sont inévitables sous le Capitalisme. La tendance à la baisse du taux de profit dans la production de marchandises (du fait de la concurrence, de la nécessité d'investissement toujours plus importants en machines...) pousse les Capitalistes à investir dans la finance, dans le crédit, en espérant y trouver des bénéfices plus intéressants. Mais un jour, tout cela

s'écroule forcément, lorsqu'on se rend compte qu'il y a beaucoup trop de crédits et trop peu de gens et d'entreprises capables de les rembourser... c'est la crise financière. Le gouvernement Philippe français vient d'annoncer le lancement d'un grand plan pour soutenir la robotisation de l'industrie. Non seulement cela va détruire des emplois ouvriers, mais en plus cela va précipiter le déclenchement de la prochaine crise. Entre 2007 et 2015, la France avait perdu 530 000 emplois dans l'industrie (16%) principalement du fait des suites de la crise financière. Combien à la prochaine ?

Disponible

PARTISAN MAGAZINE N°12 !

ÉDITORIAL

MOUVEMENT CHEMINOT. ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

KANAKY. FNLKS ET USTKE FACE AU RÉFÉRENDUM
DOSSIER. AFRIQUE, RÉSISTANCES ET RÉVOLUTION

- Nos tâches anti-impérialistes
- La chute du mur et l'Afrique : le tournant des années 1990
- Sénégal, les années 1950-1960
- La Côte d'Ivoire, un pays dominé par l'impérialisme français
- Turbulences sur la zone monétaire du franc CFA
- Sénégal, le mouvement citoyen « Y'en a marre »
- Burkina : l'insurrection de 2014
- Figures africaines du Communisme
- Pourquoi il faut (re)lire « Les luttes de classes en France »
- Les travailleurs noirs aux USA et l'Internationale Communiste

60 pages au prix de 4€ à acheter sur ocml-vp.org, dans certaines librairies ou à nos militant-e-s.



**Pour recevoir gratuitement le Bulletin Partisan,
inscrivez vous à notre infolettre mensuelle sur www.ocml-vp.org**